

Le pouvoir aux travailleurs

16 DECEMBRE 2007

N° 139

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- LE COUP DE COLERE NECESSAIRE QUI TARDE À VENIR.....	2
- TOURNEE DU PRESIDENT DANS LE NORD : DES PROMESSES ET BEAUCOUP DE VENT.....	3
- LES POPULATIONS DE L'OUEST ABANDONNEES A ELLES MEMES DANS DES VILLAGES DEVASTES.....	3 - 4
- PARFOIS LES CHARLATANS TOMBENT SUR UN OS.....	5
- LA BARBARIE DU CECOS ENCOURAGÉE PAR LES AUTORITES.....	5 - 6
- LA MISERE ET L'OBCURANTISME TUENT.....	6
- LES POSTULANTS À L'EMPLOI SONT LES PROIES DES VENDEURS D'ILLUSION.....	7
- UN PETIT COUP DE COLERE CHEZ LES MANUTENTIONNAIRES DE VRIDI.....	8 - 9
- DES ACCIDENTS REPETES DANS LE BATIMENT PAR MANQUE DE SECURITE.....	9
- FILTISAC : UNE JOURNEE DE PUBLICITE POUR LA DIRECTION.....	10
- TRAVAILLER A FILTISAC : UNE SITUATION PAS ENVIEUSE.....	10 - 11
- SENEGAL : LES RAISONS DE L'ECHEC DE LA MARCHE NATIONALE CONTRE LA FLAMBEE DES PRIX...	12

LE COUP DE COLERE NECESSAIRE QUI TARDE À VENIR

La grève des journaliers manutentionnaires du port d'Abidjan a paralysé les activités pendant trois jours. Certes, elle n'a pas donné de résultats probants ni fait plier le patronat de ce secteur sur un minimum de choses. Peut-être parce que la colère n'était pas profonde. Mais ce coup de colère spontané et surtout les revendications que les travailleurs exigeaient montrent que la situation que vit les travailleurs devient de plus en plus intenable. Ils exigeaient de meilleures conditions de travail à savoir, l'embauche, la déclaration à la CNPS, une prise en charge en cas de maladie ou accident et, l'augmentation de tarif par tonne de chargement.

D'ailleurs les revendications salariales sont aussi celles exprimées par d'autres corps comme les enseignants du secondaire qui mènent une grève qui paralyse l'école dans plusieurs villes de l'intérieur. Il y a aussi le cas des agents des eaux et forêts qui ont durant trois jours bloqué toute l'activité dans leur secteur.

Ces coups de colère qui montent par-ci et par-là ne sont que l'écho profond de la misère que ressent l'ensemble des travailleurs. La vie devient chaque jour de plus en plus difficile. Quant aux denrées sur les marchés, c'est presque chaque jour que leurs prix flambent. Même le riz que l'Etat dit avoir subventionné, connaît une nouvelle hausse de 10%.

L'inflation gagne tous les domaines. Chacun dans son coin augmente comme il le veut. Les propriétaires de logements fixent les prix qu'ils veulent. Dans le transport urbain, le secteur public est défectueux. Cela permet aux opérateurs du privé de fixer les tarifs selon leur bon vouloir. Et face à ces augmentations démesurées, à ce désordre tarifaire qui dure depuis des années, l'Etat se montre impuissant ou complice. Il refuse de compenser ces flambées des prix par une augmentation des salaires.

Ces coups de colère, qui expriment le ras-le-bol des travailleurs, de toute la couche sociale marquée par la cherté de la vie, sont pour le moment isolés. Mais tôt ou tard, ils convergeront comme les petits ruisseaux pour devenir un grand fleuve capable de faire plier le gouvernement ainsi que le patronat.

TOURNEE DU PRESIDENT DANS LE NORD : DES PROMESSES ET BEAUCOUP DE VENT

La visite de Gbagbo dans le Nord du pays est terminée. Une vague de promesses concernant des projets de réalisation d'infrastructures dans les services publics, l'école, la santé, et aussi des infrastructures routières a été faite. La guerre a été pour beaucoup à l'origine du délabrement de ces services nécessaires à la population. Cependant, il faut rappeler que depuis les années 90, les dirigeants de l'Etat qui se sont succédés ont abandonné les investissements dans le secteur public sous la pression du FMI. Depuis lors, beaucoup de choses se sont dégradées sans aucune politique véritable d'amélioration et d'extension.

Gbagbo n'a pas été avare de promesses dans cette partie du pays réputée être le bastion du RDR et de la rébellion. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

A Bouaké par exemple, il y a quelques temps les petites gens ne se sont pas contentées d'applaudir. Leurs coups de colère ont réussi à faire céder les pouvoirs publics avant même que Gbagbo n'arrive. Ceux-ci ont dû intervenir en leur faveur auprès de la SODECI et de la CIE sur des sommes que ces sociétés leurs réclamaient. Il faut souhaiter que cette manière de faire des gens modestes fasse école ailleurs

LES POPULATIONS DE L'OUEST ABANDONNEES A ELLES MEMES DANS DES VILLAGES DEVASTES.

Le mois dernier, un jeune de la région de Bangolo est parti rendre visite à ses parents. Ces derniers, à l'issue de près de quatre ans d'exil, ont décidé de rentrer au village après la suppression de la « ligne de confiance ». Il raconte ici la misère des parents qui n'ont plus de maison ni de plantation après les 5 ans de guerre.

« Cela fait plus de 6 ans que je n'ai pas mis les pieds dans mon village. C'est un an plus tôt, avant le déclenchement de la crise armée de 2002, que j'ai rendu visite aux parents. Avant d'atteindre mon village, on traversait plusieurs autres villages et des campements tellement grands qu'ils avaient l'allure d'un village. Ces campements étaient habités à la fois par ceux qu'on appelle les « allogènes » et par les « autochtones » guérés. Ils vivaient

tous ensemble et même quand il y avait des conflits, ils arrivaient à les régler à l'amiable.

« Aujourd'hui je fus étonné que tout cela soit du passé. Plusieurs campements et plusieurs de ces villages sont complètement dévastés. A la place, il ne reste que de la broussaille. La piste menant à mon village est devenue un sentier car aucun camion n'y passe. Les moyens de transport sont les vélos, les motos ou les brouettes.

« Tout cela parce que c'est dans notre région que les affrontements entre les bandes armées libériennes recrutées d'un côté par la rébellion (MPIGO) et de l'autre côté par le pouvoir (MILOCI), ont été les plus meurtrières. Ces « voyous de la mort » entraînés pour tuer ont massacré les villageois sans pitié. Les parents

avaient fui dès lors les villages. Mais si la guerre elle-même fut de courte durée, elle laissa la place à d'autres bandes armées appelées les « coupeurs de route » qui sévissaient. Elles écumaient nuit et jour les villages, les campements pour voler et piller la récolte des paysans. L'insécurité due à ces bandes continue même à présent de hanter les villageois. Malgré un calme relatif qui s'instaure peu à peu dans la région, suite à la suppression de la « ligne de confiance » et la création du CCI (Centre de Commandement Intégré), l'insécurité demeure. Mais même les militaires du CCI sont obligés de rester en groupe lorsqu'ils se rendent dans les champs.

« La conséquence de cette situation est le manque de nourriture chez les parents. Toutes les plantations ont été abandonnées pendant toutes ces années. Aujourd'hui tout manque dans les villages : pas de puits d'eau potable, pas de marché pour s'approvisionner,

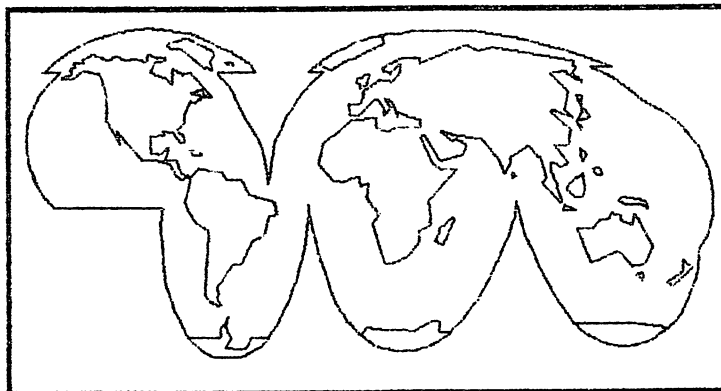
pas d'électricité dans les villages où il y en avait ; les écoles sont remplies de broussailles. Les risques de famine et d'épidémie de choléra sont certains.

« Mais l'appel incessant des parents envers les autorités pour les aider à réhabiliter les plantations, les routes et les pompes d'eau tombent toujours dans des oreilles de sourds. Les parents ont le sentiment d'avoir été « utilisés » comme des cobayes aux heures chaudes de la guerre car notre région fut le réel théâtre de cette guerre.

« Sinon, comment comprendre qu'après avoir demandé aux gens de rentrer dans leurs villages, là où ils ont tout perdu, on ne leur apporte pas de l'aide » ?

Ce récit et ce cri de colère de ce jeune fait partie de la réalité que vivent les paysans dans le pays profond, loin des manigances des politiciens qui ne pensent qu'aux élections et surtout à comment les emporter.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PARFOIS LES CHARLATANS TOMBENT SUR UN OS

La misère fait des ravages dans la population. Elle favorise la prolifération des idées obscurantistes. Dans ce pays, les souffrances et autres fléaux sont mis sur le compte d'esprits maléfiques, d'envoûtement et autres sorcelleries. Voici un témoignage.

« Quand ma fille est tombée malade, ma sœur était elle aussi malade. Elle divaguait. Des pasteurs m'ont dit que c'est ma sœur qui par sorcellerie rendait ma fille malade. Au village, ils ont voulu la forcer à avouer qu'elle était sorcière par toutes sortes de menaces. C'était grave. Je n'ai pas écouté cela et j'ai préféré envoyer ma sœur à l'Hôpital Psychiatrique de Bingerville. En trois semaines, ils l'ont guérie. Elle était comme quelqu'un qui n'avait jamais été souffrante. L'homme avec qui je vivais m'a quittée parce qu'il croyait aux esprits et autres. Mais, je m'en moque. Tout ce que je peux

dire, c'est que les gens doivent se méfier des pasteurs et autres. Ils sont là pour diviser les familles et c'est à nous de ne pas tomber dans ce genre de piège » raconte une jeune dame.

Ce genre d'histoire est monnaie courante. Il ne se passe pas un jour sans que des familles se divisent parce que telle personne a été accusée de sorcellerie. Avec la pauvreté qui touche presque tout le monde et les conditions de vie de plus en plus difficiles, une partie de la population est encline à croire à ce genre de sottises répandues par les églises, les marabouts et autres charlatans.

Les injustices sociales, le manque de soins, la misère grandissante ne sont pas une fatalité. C'est dû à une minorité qui s'enrichit au détriment de la majorité. C'est le terreau sur lequel se développe la détresse morale.

LA BARBARIE DU CECOS ENCOURAGEE PAR LES AUTORITES

Le transport urbain a été, une fois de plus, perturbé dans la journée du 6 décembre. Cette perturbation est due à un affrontement entre les chauffeurs de gbakas et les éléments du CECOS. Le bilan fait état d'un mort et de plusieurs blessés graves.

A l'origine, un élément du CECOS a uriné sur un gbaka garé sous lequel se trouvait un mécanicien. Il mouilla par la même occasion cet ouvrier. Lorsque celui-ci sort du dessous du véhicule et manifeste, à juste raison sa colère, les éléments du

Cecos au lieu de s'excuser, engagent l'épreuve de force. Les autres chauffeurs et syndicalistes présents sur les lieux montrent leur solidarité et infligent une bonne correction aux agents véreux. Pour se venger, les gendarmes du Cecos retournent à leur base et reviennent beaucoup plus nombreux et armés. Là, ils s'en prennent à tout ce qui est gbakas et chauffeurs. Ils dressent des barrages sur les principales routes où passent les gbakas, bastonnent les chauffeurs et saccagent les véhicules. Tout cela avec la bénédiction de leurs chefs

L E U R S O C I E T E

hiérarchiques et des autorités étatiques. Cet encouragement à la barbarie va se traduire dans le communiqué des responsables du Cecos qui encouragent et félicitent ses éléments.

A cause de cela, plusieurs ouvriers n'ont pas pu se rendre à leur lieu de travail faute de moyen de transport. Pour ceux qui sont journaliers, c'est encore une journée qui ne sera pas pointée, donc sans salaire. Ce règlement de compte n'est rien d'autre qu'une escalade de violence provoquée par le comportement méprisant des éléments du Cecos, bras armé du pouvoir.

N'est ce pas encore une manœuvre d'intimidation à l'égard des

ressortissants du nord assimilés hier à des rebelles et à qui appartiennent en majorité ces minicars ? Toujours est-il qu'au final ce sont des milliers de petites gens, usagers ou pas des gbakas, qui souffrent de cette guéguerre permanente engagée par ces brutes en uniforme. Des tas de gens vivant au jour le jour de petits commerces n'ont pas pu exercer.

Il faut dire que le Cecos n'est pas à sa première opération barbare. Il y a quelques mois, c'était aux chauffeurs de taxis d'Attécoubé qu'ils s'en sont pris. Un écolier a été tué par une balle perdue et plusieurs personnes ont été blessées. Ce qu'il faut comprendre c'est que ces bandits en tenues continuent de circuler sans être inquiétés par les autorités.

LA MISERE ET L'OBCURANTISME TUENT

De plus en plus de personnes recourent à des pratiques rétrogrades pour obtenir la guérison lorsqu'elles sont malades. Les églises s'en font une spécialité. Souvent au lieu de la guérison, c'est la mort qui survient. C'est le cas, il y a quelques mois à Agboville pour un jeune homme dont le corps a été retrouvé enterré dans la maison d'un pasteur. Souffrant d'une maladie, il était allé chercher miracle auprès de celui-ci pour qu'il prie afin de retrouver la guérison. Il fut soumis à un régime de jeûne sévère suite auquel il perd la vie. Le pasteur l'enterre dans sa maison et disparaît. C'est quelques mois plus tard que le corps est découvert.

Un autre cas vient d'être signalé par le quotidien fraternité matin. Cette fois-ci, c'est une jeune fille qui a été ligotée et bastonnée par les membres d'une église à Abobo Doumé. Après plusieurs jours de sévices, la santé de la jeune fille s'est empirée. Elle fut conduite d'urgence au CHU de Yopougon où elle est morte.

Ce sont des situations intolérables. Ce type de religieux devraient répondre de leurs crimes. Mais au delà de cette réalité, c'est la précarité et la misère dans lesquelles les classes dominantes les maintiennent qui poussent les populations à recourir à ce genre de pratiques.

L E U R S O C I E T E

LES POSTULANTS A L'EMPLOI SONT LES PROIES DES VENDEURS D'ILLUSION

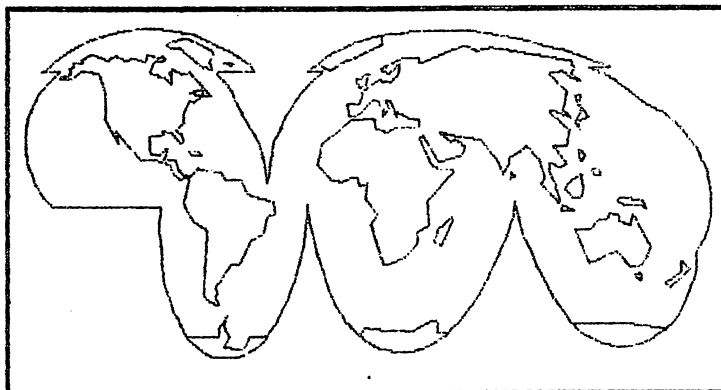
Pour les jeunes diplômés des universités et grandes écoles, obtenir un emploi fixe ou temporaire est un véritable problème. Beaucoup sont désespérés et démoralisés.

Face à cette situation, il y a des chariatans de tout acabit qui abusent de la naïveté et de la crédulité des postulants à l'emploi.

Un pasteur d'une église évangélique située au « Deux plateaux » aurait promis à quatre de ses fidèles, l'admission à leur concours d'entrée à la fonction publique. Il faisait croire qu'il détenait des pouvoirs. Ces personnes devaient faire des prières exceptionnelles, intenses, accompagnées de jeûne, trois fois par semaine durant quatre

mois. A chaque séance de prière chacun devait verser mille francs à ce monsieur. En plus de cela, il aurait perçu près d'un million et demi pour corrompre des fonctionnaires véreux sensés les faire réussir à leurs concours. Ainsi ces jeunes diplômés ont gardé tout leur espoir en cet imposteur qui leur a fait croire que son dieu leur accorderait sa bénédiction et qu'ils vont connaître bientôt une nouvelle vie. Ce pasteur a disparu avec l'argent et leurs noms ne figurent pas sur la liste des reçus. Aujourd'hui, il y a floraison des églises à Abidjan. C'est devenu une activité très lucrative ; certains religieux se sont enrichis avec la détresse de ceux qui fréquentent ces lieux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN PETIT COUP DE COLERE CHEZ LES MANUTENTIONNAIRES DE VRIDI

Le 12 décembre, des journaliers de différentes sociétés de la Zone Industrielle de Vridi ont manifesté en bloquant la circulation au niveau d'Unilever. Ces journaliers sont des manutentionnaires qui chargent ou déchargent les camions de sacs de café ou de cacao dans des usines comme SACO, SCIPAV, etc. Ils entendaient protester contre leurs conditions de travail.

Car ils sont employés dans ces sociétés sous le couvert d'entreprises de travail temporaire.

Ils dénoncent le fait que celles-ci leur payent des salaires de misère. Ils ont 250 f par tonne, ce qui ne permet pas de vivre décemment. Ils demandent 1 000 f par tonne. Ensuite, aucun d'entre eux n'est déclaré à la CNPS bien qu'ils ont fait pour certains plusieurs années en tant que journaliers. Ils demandent donc aux sociétés où ils travaillent de les embaucher directement.

Depuis que Bédié a supprimé en 1995 l'OMOCI qui était chargé de l'embauche des travailleurs, de nombreuses sociétés de travail temporaire ont vu le jour. On peut citer RMO, ECOCI, et bien d'autres. Ces sociétés traitent directement avec les patrons. Elles sont censées leur procurer de la main d'œuvre selon les besoins.

Mais la norme c'est qu'aujourd'hui dans presque toutes les entreprises de ce pays, on trouve des journaliers. Des journaliers qui ont fait souvent 3, 5 ou 6 ans dans la même entreprise. C'est une situation qui

arrange les patrons qui cherchent toujours à faire plus de profits en ne les déclarant pas. Ils peuvent s'en débarrasser quand ils veulent. Ils voudraient que les travailleurs soient corvéables à souhait.

Voici comment un gréviste raconte leur mouvement : « Ce sont les journaliers de SAGA qui ont commencé. Après, le mouvement s'est étendu à toutes les autres boîtes de manutention de Vridi. Ainsi les premiers grévistes ont été rejoints par ceux de Jean Abilgal, SACO, etc. La grève était tellement suivie que tous les chargements et déchargements de cacao et de café ont été bloqués. Même des journaliers de Blohorn ont rejoint le mouvement. Le mouvement est dirigé par un certain Kessi qu'on dit proche de Blé Goudé. Les grévistes demandent la suppression des boîtes de placement tel que ECO CI ou RMO qui sont des intermédiaires entre nous et nos vrais employeurs. Il s'agit des entreprises d'étuvage, de triage, de torréfaction, de conditionnement et de stockage, etc...

Actuellement le tarif est de 250 F à 350 F en fonction des entreprises pour chaque tonne chargée ou déchargée. Nous demandons donc un tarif de 1000 F par tonne et notre rattachement direct aux entreprises qui nous emploient. Au port de San Pedro, les chargeurs sont aussi entrés dans le mouvement et ils ont bloqué le port. Chaque matin, il y a des heurts entre les grévistes et ceux qui cherchent à travailler. Cela a conduit malheureusement à des blessés. On parle même de mort d'homme.»

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ce mouvement a donc périclité avant de chuter au bout de ces quelques jours. L'organisation syndicale a fait reprendre le travail sur la base de vagues promesses de révision ultérieure des revendications. Les patrons s'en sont sortis à bon

compte. Chez les travailleurs, c'est l'amertume qui prédomine. Une petite minorité pense que ce n'est que partie remise et qu'il faudra s'organier mieux la prochaine fois et être plus déterminés.

DES ACCIDENTS REPETES DANS LE BATIMENT, PAR MANQUE DE SECURITE.

Les travailleurs du BTP sont confrontés à plusieurs problèmes dont le plus récurrent est celui des accidents de travail non pris en compte par les patrons. Sur tous les chantiers, surtout là où les bâtiments sont en hauteur, les accidents suite à des chutes sont fréquents.

Voici le cas dramatique d'un travailleur d'une entreprise de la place. Une partie de la dalle s'est écroulée sur lui. Ses camarades ont dû se débrouiller comme ils ont pu pour le tirer des décombres. En principe, il devrait être conduit dans un centre hospitalier pour lui faire des radios et des soins intensifs. Mais la direction de la société ne s'en est pas occupée. Et le travailleur, avec la misère grandissante, pour ne pas perdre son boulot a préféré se soigner à l'indigénat. Il dit avoir fait cela pour ne pas s'attirer des ennuis auprès du patron.

Sur un autre chantier, cette fois-ci de l'entreprise Codef qui a construit le nouveau « Orca Déco » et construit une clinique au Plateau, un menuisier a fait une chute et s'est blessé. Quand les responsables du chantier ont contacté la direction, celle-ci a estimé que le cas n'était pas grave. Elle a même répondu avec du mépris, qu'elle ne prend en considération que des

dépenses dépassant les 20 millions. Les travailleurs ont avalé cela avec colère et indignation.

Et voila que sur le même chantier, une semaine après, un gros marteau a glissé des planches et est tombé sur la tête d'un machiniste. Là le dégât était grave car le travailleur a faillit perdre l'œil droit. Cette fois-ci, la mobilisation des travailleurs autour de leur camarade a obligé la direction à tempérer son arrogance et à s'occuper un peu de lui. Actuellement, le travailleur reçoit des soins et sa période d'arrêt est pointée.

Ces cas dramatiques où les travailleurs sont abandonnés à eux sont légions. Les patrons de ce secteur, pour engranger plus de bénéfices, ne prennent aucune mesure de sécurité. Des ouvriers travaillent à des hauteurs de plus de 20 mètres sans filet de sécurité. Sur les rares chantiers où les travailleurs portent les chaussures de sécurité, les casques etc. c'est par des luttes qu'ils l'imposent à leur direction.

Pour mettre fin à ces accidents dont les patrons sont responsables, certains travailleurs ont conscience qu'ils ont intérêt à s'inspirer de l'exemple de leurs camarades de Codef plateau qui se battent pour exiger un minimum.

FILTISAC : UNE JOURNEE DE PUBLICITE POUR LA DIRECTION

Le 1^{er} décembre était la journée mondiale de lutte contre le VIH-SIDA. A cette occasion la direction de Filtisac a organisé de 14h à 18h une manifestation de sensibilisation contre cette pandémie. De ce fait, cette journée n'était pas réservée uniquement au personnel de l'entreprise puisque d'autres personnes y avaient accès notamment les enfants, les femmes, les amis etc... des travailleurs. Il y avait un concert de musique, des jeux à caractère sportif etc. Ce jour là, nous avions droit à des tables garnies de nourriture où chacun pouvait se servir. Des ouvriers étaient fiers que pour une fois leurs proches aient pu entrer dans cette entreprise où le restant de

l'année, les ouvriers suent le profit au quotidien. Cette société s'est certes payée une partie de publicité à bon compte, mais les travailleurs de la boîte ne sont pas dupes, car ils savent que les autres jours c'est l'enfer de la production.

Par ailleurs, il y a eu des séances de dons de sang les jours précédents pendant lesquels les travailleurs ont donné de leur sang. Mais certains d'entre eux se méfient, à juste raison, de l'utilisation des résultats des tests. Car il n'est pas exclu selon eux que la direction n'en profite pas pour violer certains secrets médicaux pour savoir qui est malade et de quoi.

TRAVAILLER A FILTISAC : UNE SITUATION PAS ENVIEUSE

Sur l'axe Abobo-Adjamé est situé le n°1 du textile en Côte d'Ivoire. Cette société fabrique des sacs et des sachets. Elle est équipée de matériels les plus performants et d'ouvriers qualifiés. Au sein de l'usine il y a deux grandes unités : le jute, le pp (polypropylène) et d'autres unités annexes.

Le secteur jute est un ensemble d'ateliers qui produit les sacs pour l'emballage de café et de cacao. Côté synthétique (pp), les sacs sont destinés à d'autres usages. Tout cela constitue un ensemble de plusieurs ateliers dont l'extrusion, le tissage, le

laminage, le recyclage, l'impression, l'emballage, la couture, l'ensachage, la pesée, le stockage etc.

Dans chaque atelier il y a deux ou trois équipes. Chacune comptant plusieurs personnes.

Selon les responsables de Filtisac, leur société est une référence mondiale sur le plan de la qualité des produits, Si cela est vrai, c'est l'œuvre de l'ensemble des ouvriers qui travaillent dans des conditions très difficiles. A Filtisac, tout travail vaut sa pesée de souffrance. Dans la partie « jute », la matière première servant à la fabrication des sacs

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

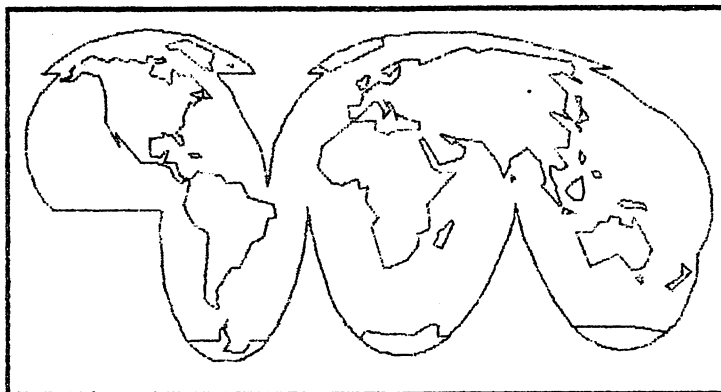
est une fibre très fine. Ainsi l'usine est remplie de poussière que les travailleurs, malgré les cache-nez, absorbent. C'est pourquoi ils sont souvent malades.

Il fait très chaud dans l'usine et les bruits des machines résonnent dans les oreilles pendant huit heures de temps de travail sans pause. Le programme de travail imposé par les patrons est très difficile à suivre. Ainsi une équipe qui a œuvré pendant la nuit pour descendre à 7 heures doit reprendre le service à 14 heures. Du coup, les travailleurs n'ont pas un temps de repos suffisant pour reprendre toute l'énergie perdue. La fatigue s'accumule et la force de travail diminue petit à petit. Mais les patrons ne tiennent pas compte de cela et ne cessent pas d'augmenter la cadence chaque fois. Du coup, les travailleurs ont du mal à obtenir leurs primes de production.

L'un des gros problèmes est le salaire puisqu'il est bas. C'est à peine qu'il permet de vivre jusqu'au dix du mois. Certains ouvriers sont endettés depuis des années à tel point qu'ils pensent ne jamais pouvoir s'en sortir. Un autre problème important est la situation de certaines de travailleurs journaliers définitifs, surtout depuis l'an 2000. Filtisac les utilise quand elle a besoin d'eux, en fonction de la quantité de commandes, pour une période que ces travailleurs ignorent. L'entreprise les renvoie et les rappelle comme elle veut. Cette situation est tellement injuste que lors du tout dernier rappel des journaliers, beaucoup n'ont pas accepté de revenir.

Est-ce que pour autant, les dirigeants de l'entreprise changent d'attitude ? Ce n'est pas du tout sûr.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**SENEGAL : LES RAISONS DE L'ECHEC DE LA MARCHE NATIONALE
CONTRE LA FLAMBEE DES PRIX**

Le 21 Novembre dernier, une « marche nationale contre la vie chère » devait avoir lieu à Dakar à l'appel de 18 syndicats. Cette marche devait commencer en début d'après midi. Mais dès le matin de ce même jour éclata la révolte des bana-banas contre la décision du gouvernement de les chasser du centre-ville. Il y a eu des affrontements violents avec les forces de l'ordre.

Craignant d'être totalement débordé, le gouvernement interdit au dernier moment la manifestation contre la vie chère, alors que le cortège commençait déjà à s'ébranler. Sans même protester contre cette interdiction de manifester, certains dirigeants syndicaux ont commencé à plier leurs banderoles et à disperser leurs militants et sympathisants. D'autres ont voulu continuer à manifester. Il y a eu altercation avec les forces de l'ordre et finalement la manifestation a été reportée à une date ultérieure malgré l'envie d'un grand nombre manifestants de crier leur colère contre le gouvernement qui laisse s'envoler les prix des denrées de première nécessité et de l'électricité tout en bloquant les salaires dans la fonction publique.

Le plus révoltant était d'entendre certains dirigeants syndicaux s'en prendre verbalement aux bana-banas en les accusant d'avoir « saboté » leur marche. Certains sont allés jusqu'à insinuer qu'ils ont été envoyés dans la rue par le gouvernement pour faire passer à l'arrière plan la marche nationale des syndicats. Ils n'ont à aucun moment cherché à dire et à expliquer que la revendication des bana-banas et celles de la population victime de la flambée des prix n'étaient pas contradictoires, bien au contraire. Les bana-banas font partie de la population pauvre. Ce sont les femmes et les enfants des travailleurs qui sont obligés de vendre des aliments ou de petites marchandises au bord des rues pour apporter quelque chose à manger à la maison. Et le gouvernement en s'en prenant à eux, s'en prend à l'ensemble des travailleurs.

Dans cette affaire, les « saboteurs » de la manifestation ne sont pas les bana-banas mais certains de ces dirigeants syndicaux qui cherchent à opposer les pauvres entre eux. En agissant ainsi, ce sont eux qui rendent service au gouvernement de Wade et plus généralement aux ennemis des travailleurs.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.